

Ceux que l'on appelle à tort « jihadistes »

Ce texte, mis en ligne le 27 septembre 2016 doit trouver son jumeau dans la rubrique *Mots d'islam* du site ORIENT XI. Dernière mise à jour le 30 septembre 2016.

Lorsque la presse européenne rend compte du discours du 20 août 2016 prononcé par le roi du Maroc, elle met le mot « (d)jihadites » dans la bouche du souverain lorsque celui-ci parle de « terroristes invoquant l'Islam » (*irhabiyyin bi-ism al-islām*). On ne peut en droit islamique, selon lui, faire appel au jihad que pour des « nécessités défensives » – *ḍurūr difā'iyya* – de la Communauté des croyants dûment validées, et rien, ajoute-t-il, ne saurait en son nom justifier le « meurtre et l'agression » – *al-qatl w-ʿidwān* – d'innocents¹. De son côté, l'homme politique et historien Georges Corm écrivait récemment : « Parler de “jihad” dans le cas des opérations terroristes est une aberration »². Ainsi, tant du point de vue religieux que du point de vue politique, en se souvenant que le jihad fut invoqué dans les guerres de résistance anticoloniales, tant en Syrie et au Liban qu'au Maghreb, le terme de « jihadiste » par lequel la presse française désigne les gens d'Al-Qaïda (*al-Qā'ida*, « la Base ») et de l'EI (État islamique / *al-Dawlat al-islāmiyya*) ne peut que faire sursauter un Arabe, musulman ou pas.

Certes, ces deux organisations se revendiquent elles-mêmes d'*al-salafiyyat al-ḡihādiyya*, littéralement « le salafisme jihadiste », mais ce n'est pas une raison de leur faire l'honneur de parer leurs crimes du prestige que possède la notion de jihad dans les cultures arabes et musulmanes. Aussi est-il plus convenable de parler « prétendus djihadistes », de « pseudo-djihadistes », ou encore de « jihadistes entre guillemets ». Ce commentaire fait, reste à savoir qui sont ces « jihadistes ».

Une autre précaution à prendre est que de nombreux groupes lèvent, en Irak comme en Syrie, le drapeau du *ḡihād* compris comme « lutte armée » invoquée pour toute une gamme de raisons nationales ou religieuses. Il en est ainsi dans ce que la presse appelle en Syrie les « rebelles », soutenus par la Coalition menée par les États-Unis. Le fait de mettre ces groupes hétérogènes dans le même sac que l'EI (État islamique / *al-Dawlat al-islāmiyya*) ajoute encore à la confusion, mais concentrons-nous sur les susdits salafistes-jihadistes de l'EI, sachant que le Front al-Nusra (*Ḡabhat al-Nusra li-Ahl al-Šām* ou « Front de la Victoire pour les Gens du Levant ») vient de rompre son allégeance à Al-Qaïda, pour être plus présentable aux yeux des pays du Golfe et de la Coalition.

Quelques rappels historiques

Du point de vue historique, ce courant s'est fait muscles et poumons dans le jihad contre l'occupation russe en Afghanistan, menée comme combat religieux financé par la Ligue islamique mondiale créée par l'Arabie saoudite et comme lutte géopolitique opportune soutenue par les États-Unis. Cela conduisit en 1987 à la fondation d'Al-Qaïda par le saoudien Oussama Ben Laden

¹ Pour le texte arabe, voir : <http://www.rue20.com/الملك-محمد-السادس-المغرب-مستهدف-من-قبل/>

² Propos recueillis par Stéphane Aubouard pour *L'Humanité* du 12/06/2015.

et son mentor, le Palestinien Abdullah Azzam (°Abd ul-Lāh °Azzām). La défaite de l'Union soviétique entraîna après 1989 la dissémination des affidés de cette organisation sur divers fronts. Or nous avons de façon presque contemporaine, l'installation des troupes étatsuniennes en Arabie saoudite, considérée selon eux, par extension des lieux saints de La Mecque et de Médine comme *harām*, « espace sacré », et le coup d'État militaire en Algérie pour empêcher la marche au pouvoir du FIS. C'est alors que le combat armé contre une occupation étrangère justifié dans leur esprit au nom de l'Islam, s'accompagne d'une lutte subversive contre les États en place dans le Monde islamique lui-même pour l'érection d'États islamiques. L'occupation de l'Irak en 2003 donne à ce courant un terrain d'exercice d'une taille considérable. Elle conduit rapidement à l'émergence d'une organisation ultra qui va réussir à coaliser quantité de groupes armés constitués sur les bases politique et religieuses les plus diverses pour la défense des Sunnites éliminés du pouvoir par un gouvernement sectaire, notamment ceux issus de l'armée de Saddam Hussein³, puis d'opposants syriens au régime de Bachar al-Assad, dénoncé comme chiite alaouite. Voilà qui produit, une fois la rupture avec Al-Qaïda consommée, le groupe connu sous le nom d'EI. Ces deux organisations, Al-Qaïda et EI, fournissent désormais un drapeau de ralliement à des myriades de groupes locaux dans l'archipel des terres d'Islam allant du Sahel africain au Pakistan, voire plus loin dans l'Asie du Sud-est.

Un programme de subversion politico-religieuse

S'il est vrai que des forces ralliées aux conceptions du salafisme jihadiste l'on fait par pur opportunisme politique, il serait faux de voir dans ce courant une invocation purement machiavélique de l'islam à des fins de lutte pour le pouvoir. Il apparaît d'abord en effet au point de vue le plus général sur le plan idéologique, comme l'une des expressions de la tendance des sociétés se réclamant de la civilisation islamique, qui prônent le retour aux sources de la religion pour affronter le monde moderne, c'est-à-dire le monde développé selon les canons politiques et culturels euro-nordaméricains et y trouver une identité forte. On trouve là à la fois le désir de se réappropriier en termes islamiques la modernité importée, c'est-à-dire le plus souvent imposée par les puissances euro-nordaméricaines, et d'opposer à leurs référents les référents proprement islamiques d'une modernité endogène. Il est encore, plus particulièrement, l'une des manifestations des tendances fondamentalistes et revivalistes en religion, qui peuvent cacher un éventail de forces très diverses sur le terrain social. Ces tendances ont prospéré en se nourrissant des désillusions provoquées par les États nés des luttes d'indépendance coloniales, et leurs échecs à procurer aux grandes masses à la religiosité dense, les bénéfices qu'ils faisaient miroiter de la modernité. Il ne fait pas de toute le salafisme jihadiste est un des avatars les plus extrêmes, pour ne pas dire pathologiques, de cette tendance revivaliste. C'est pourquoi c'est commettre une erreur grave que de se contenter d'en faire une critique selon les canons d'une science politique qui oublie d'intégrer dans l'action sociale les motivations religieuses. Pour être plus précis, il est logique de s'attendre, dans une société dont l'imaginaire est empreint d'une religiosité profonde, à ce que les questions soient formulés dans le langage de la religion, ce qui fait naître des problèmes inattendus d'ordre théologique et juridico-religieux si l'on observe de l'extérieur le Monde

³ Voir Myriam Benraad, *Irak, la revanche de l'histoire : de l'occupation étrangère à l'État islamique*, Paris : Vendémiaire, coll. « Chroniques », 2015).

islamique et, qui plus est, d'un monde où la pensée s'est largement éloignée de la sphère religieuse.

La doctrine d'un des pères fondateurs du salafisme jihadiste, Abdullah Azzam, naît dans l'atmosphère définie par la confluence idéologique d'au moins trois courants revivalistes.

Le premier courant est celui de la *Jamā'at-i islāmī* héritière du théologien pakistanais Abū l-ʿAlā Mawdūdī. Il est impossible d'ignorer la résonance qu'ont pu rencontrer à la longue dans la psyché collective, c'est-à-dire au fil d'une expérience historique faite de terribles déceptions, l'idée d'ériger un État islamique, c'est-à-dire un État qui ne se contente pas de faire une vague référence à l'islam, mais qui grave dans le marbre un droit débarrassé des influences euro-américaines et conforme à une charia formulée dans les modes les plus traditionnalistes.

Le second courant est celui de l'Égyptien Sayyid Quṭb qui, intégrant les thèmes développés par le penseur pakistanais, a entraîné l'aile ultra des Frères musulmans en lui imprimant un contenu nouveau, radicalement plébéien, antiimpérialiste et pour le moins sectaire, que son exécution par Nasser en 1966 n'a fait qu'exacerber. On ne fait que longer le mur de verre qui sépare de la réalité sans pouvoir y pénétrer si l'on ne saisit pas la solidité du rapport existant entre la popularité de ce courant et la puissante charge de révolte sociale qu'il exprime indépendamment de son programme politique qui reste très conservateur.

Le troisième courant est celui du salafisme wahhabite. Dans le sillage de ce courant, qui constitue la doctrine officielle des oulémas de l'Arabie saoudite, la grande ligne théologique et juridique mise en avant est celle de l'école hanbalite, la plus traditionnaliste de l'islam sunnite, mais une doctrine de l'imam Aḥmad b. Ḥanbal revue, pour ne pas dire rétrécie par les soins d'un théologien et jurisconsulte du XIV^e s., Taqī l-Dīn Aḥmad b. Taymiyya et son disciple Ibn al-Qayyim al-Ġawziyya. Ces deux personnages, mis en avant par les cheikhs d'Arabie comme des repères lumineux, ils sont toutefois eux-mêmes revisités et largement dépassés dans leurs efforts fondamentalistes, rigoristes, et tirés vers un puritanisme terriblement bigot. Une aubaine pour l'islamophobie à la mode qui peut trouver dans ces courants l'image correspondant à la caricaturale de l'Islam qu'elle veut présenter.

L'islam selon les « jihadistes » d'al-Qaïda et de l'EI

On commet une grande erreur en voyant dans le salafisme des cheikhs saoudien, le pot commun idéologique où se nourrissent les prétendus jihadistes. La chose est, on s'en doute, bien plus compliquée, et cela pour deux raisons. La première est que le salafisme jihadiste n'est pas à proprement parler en accord avec le salafisme wahhabite commun, mais plutôt, et en partie seulement, avec ses tendances les plus ultras. La seconde est qu'il manifeste avec ce courant, comme avec les autres tendances du revivalisme islamique, des ruptures indéniables et sérieuses qui en font une école à part. Cette affirmation est faite d'un point de vue extérieur à la religion islamique, de nature anthropologique si l'on veut. Elle se garde donc de se prononcer sur la légitimité ou la validité des différentes conceptions de la théologie et du droit islamiques, souci qu'il faut laisser aux musulmans eux-mêmes, mais cependant être illustrée sur quelques points qui seront loin d'épuiser le sujet.

Le premier point concerne la question du sectarisme et de l'intolérance. Ibn Ḥanbal plaçait les différents courants de l'islam, qu'ils soient théologiques, juridiques ou spirituels, sur des cercles concentriques qu'il considérait comme doctrinalement de plus en plus purs selon que

l'on s'approche du centre, mais il le faisait sans anathémiser personne. Ainsi de grands personnages se revendiquant de lui étaient soufis, comme Abdelkader al-Jilani (°Abd al-Qādir al-Ġilānī, connu au Maghreb sous le nom d'al-Ġillālī), fondateur de l'une des tariqas, ou ordres mystiques, la plus prestigieuse, la *Qādiriyya*. Or Ibn Taymiyya, qui se réclame d'Ibn Ḥanbal, donne à la doctrine de ce dernier un tour de vis sectaire en condamnant le soufisme, en même temps que le chiisme, comme « associationnistes » (*mušrikiyyūn*), les mettant ainsi sur le même plan que le christianisme. Ibn °Abd al-Wahhāb serre encore d'une tour au XVIII^e s. la vis sectaire vers une position carrément intolérante. En interprétant la doctrine du *tawhīd* ou « proclamation de l'Unicité de Dieu », dans le sens de l'exclusivisme idéologique le plus intransigent, il fait du principe d'*al-walā' wa-l-barā'*, littéralement « l'alliance et le désaveu », une frontière absolue entre la « vraie croyance » et l'impiété. C'est ainsi qu'il justifie d'user et d'abuser du *takfīr*, l'équivalent de l'« excommunication » chez les chrétiens, en déclarant *kuffār*, « mécréants », ou pire apostats (*murtaddūn*), tous ceux qui ne s'inclinent pas devant l'orthodoxie autoproclamée par ses disciples, avec les conséquences plus graves, expliquées par des versets ou des hadiths choisis pour leur dureté et hors contexte. Maintenant, le wahhabisme officiel se doit de mettre, pourrait-on dire, de l'eau dans son vin, en acceptant sur le plan politique l'alliance saoudienne avec des États dits « chrétiens », sans parler de ses complicités de fait avec Israël, et surtout, d'un point de vue doctrinal, en enseignant bon gré mal gré à l'Université islamique de Médine les quatre écoles juridiques de l'islam sunnite qu'il prétendait complètement supplanter en tant que seul islam orthodoxe. Mais l'aile ultra du wahhabisme et les salafistes jihadistes, se montrant plus royalistes que le roi, considèrent non seulement les gens du Livre, juifs et chrétiens, et les chiites comme ennemis de la foi, mais tous les autres courants de l'islam, de quelque nature qu'ils soient, et les traitent en conséquence selon leurs conceptions exclusivistes. Avouez qu'il a une certaine distance entre le point de départ et le point d'arrivée. Et il en est de même pour les points suivants. Qu'on en juge.

Le second point concerne le jihad que ce courant affiche comme un signe distinctif. Ibn al-Qayyim, auquel il se réfère volontiers, le présente avant tout comme une obligation spirituelle en distinguant, parmi les onze catégories dûment répertoriées, *al-ġihād bi-l-sayf*, littéralement « par l'épée », qui n'est pour lui qu'une des quatre modalités de la lutte contre les non-croyants et les hypocrites (*ġihād al-kuffār wa-l-munāfiqīn*)⁴. Mais il reste chez lui, comme pour l'immense majorité des juristes musulmans, une obligation collective (*farḍ kifāya*), c'est-à-dire décidée par les autorités, et exécutoire pour la défense de la *umma* (communauté des croyants). Les wahhabites l'ont étendu en certaines circonstances, notamment lors de la conquête de la péninsule Arabique par la famille Ibn Saoud, à la lutte contre les écoles traditionnelles et le soufisme qu'ils voulaient éliminer, et contre les Ottomans stigmatisés comme *mušrikiyyūn*, « associationnistes ». Abdullah Azzam fait pour sa part du *ġihād*, avec force références juridiques prises chez d'ers auteurs marginaux des différentes écoles, une obligation individuelle (*farḍ °ayn*) qui devrait s'imposer à tout croyant pour la victoire de l'islam, ou plutôt de SON islam.

Le troisième point est la question du califat. Le salafisme wahhabite ne fait pas grand cas de cette institution, dont il n'eut nulle idée de prôner la restauration après son abolition par Mustafa Kemal Attatürk en 1924. L'idée est en revanche présente chez Hasan al-Banna et la confrérie des Frères musulmans, mais comme aboutissement du processus de remodelage dans un sens conforme à la charia des États du Monde islamique. Il est donc chez eux relégué

⁴ Ibn al-Qayyim al-Jawziyya, *Zād al-ma'ād fī hadyī ḥayr al-°ibād*, Bayrūt : Dār al-kitāb al-°arabī, 2005, 415-416.

à un horizon lointain, un peu comme la société sans classe dans l'univers mental du socialisme. À la suite de Mawdudi, Qutb prétend le ramener sur horizon prévisible, comme but d'un jihad mené contre l'ordre établi impérialiste et les États du Monde islamique apostats, en d'autres termes soumis à l'ordre international destructeur des valeurs de l'islam. La formalisation du processus qui aboutit au califat est précisée par des théoriciens dans la lignée de Abdullah Azzam, comme Abū Muṣʿab al-Sūrī, présenté par Gilles Kepel comme un des théoriciens du changement de stratégie qui a fait passer d'Al-Qaïda à l'EI⁵, ou comme Abū Bakr al-Nāḡī, considéré comme un des inspireurs de l'EI. C'est à de ce dernier que l'on doit un texte dont la traduction donne de façon éloquente : *Administration de la sauvagerie : l'étape la plus importante que doit franchir l'Oumma*. À cette étape, qui doit préparer l'institution du califat, il préconise, à côté de la bonne gestion des territoires et la bonne propagande, l'usage des moyens de violence extrême, destinés à terroriser les ennemis et les populations encadrées, comme « les techniques les plus terrifiantes (massacre, enlèvement, décapitation, crucifixion, flagellation, amputation, bûcher, lapidation, etc. »⁶. Abū Bakr al-Baḡdādī est allé plus vite que lui. Il a pensé qu'à l'heure de l'effondrement de l'ordre impérialiste né des accords Sykes-Picot et après la conquête surprise de Mossoul en 2014, le Monde islamique était mûr pour recevoir comme une bonne nouvelle la proclamation du califat.

Combattre les exploits macabres du salafisme jihadiste n'a pas besoin d'être discuté. Reste à savoir si certains de leurs adversaires, comme les milices chiites en Irak, ne le valent pas en exactions. Sans parler des immenses dégâts, matériels et humains, physiques et psychologiques, provoqués par les destructions massives provoqués par les régimes en place et les bombardements, qu'ils soient russes, étasuniens ou français. Mais c'est une autre question. Mais lutter contre ce courant criminel, comme citoyen de l'une ou l'autre rive de la Méditerranée ou comme citoyen du monde, ne dispense pas de comprendre les raisons de l'écho qu'il peut susciter dans le Monde islamique et même dans des franges des sociétés européennes. Mettre ses positions au compte de la folie et renvoyer d'un pincement de nez ses positions aux poubelles de l'obscurantisme religieux ne règle pas les raisons de la fascination qu'il peut exercer. Ce n'est pas seulement méconnaître la profondeur du mépris dont les sociétés du Monde islamique se sentent l'objet de la part des grandes puissances comme de leurs propres États ni la colère que peut susciter la ghettoïsation et l'injustice radicale des sociétés euro-nordaméricaines. C'est aussi oublier ce que la religion et sa capacité d'exaltation peut donner d'élan dans les luttes sociales, en activant en l'homme le besoin d'héroïsme, de sacrifice, de fusion dans un combat collectif où l'individu se dépasse et s'oublie. Outre ces qualités qui peuvent être valorisées par d'autres phénomènes sociaux comme le patriotisme ou la lutte politique et sociale – sans préjuger de la nature du programme –, lesquels peuvent eux aussi mener au fanatisme, elle ajoute à la perspective d'une reconnaissance possible par les siens et par les générations futures, la perspective eschatologique de la satisfaction immédiate de tous les espoirs comprimés et de réalisation des fins générales de l'humanité, en ouvrant une fenêtre sur le devenir personnel dans l'au-delà. Voilà qui n'est pas rien.

⁵ Gilles Kepel, par exemple « Les services de renseignement ont loupé la révolution du djihadisme “3G” », entretien avec Béatrice Marre dans la *Revue politique et parlementaire* n° 1079 (28/07/2016).

⁶ Voir Nabil Mouline, « Daesh : harcèlement, violence, propagande... Le plan de conquête en 3 étapes de l'EI », dans *L'Obs* du 5/07/2015.